

« Le ni droite ni gauche n’opère que si la gauche gouverne à droite »

Avant même de définir le fascisme, vous évacuez le concept de populisme que vous jugez trop « vague »...

Ugo Palheta. D'un point de vue scientifique c'est une catégorie qui n'a pas beaucoup d'intérêt parce qu'effectivement elle est fondée sur des critères extrêmement flous, en particulier la démagogie. Un populiste serait pour l'essentiel un démagogue. Mais qui n'est pas démagogue et qui sera juge de la démagogie des uns et des autres ? L'autre critère auquel on fait généralement référence, c'est l'appel au peuple. Mais dans des sociétés où l'accès au pouvoir politique dépend du suffrage populaire, qui ne fait pas appel au peuple ? Et même qui ne construit pas une image du peuple ou plutôt du « bon peuple » ? Idem pour la rhétorique dite « anti-système » : même Macron et Fillon ont joué à ce jeu lors de la dernière élection présidentielle pour briser l'image de « candidats du système » qui leur collait à la peau. On pourrait aussi faire remarquer que le « populisme » tel qu'il est visé aujourd'hui quand on y inclut Mélenchon ou Le Pen (dont il faut rappeler à quel point leurs programmes sont opposés), n'a à peu près rien à voir avec le populisme historique, qu'il s'agisse du populisme russe du 19^e siècle ou des populismes latino-américains (le péronisme par exemple).

Le succès de la catégorie de populisme est en fait lié, non pas à sa capacité à désigner des phénomènes politiques précis, mais à ses fonctions politiques. La première consiste justement à noyer dans une même accusation définitive des projets politiques antagonistes, ceux de l'extrême droite d'un côté et ceux de la gauche radicale de l'autre. Comme on pouvait le faire du temps de la guerre froide avec la catégorie de « totalitarisme », qui permettait de jeter un même opprobre sur le fascisme et le communisme, en laissant entendre qu'ils étaient fondamentalement équivalents voire identiques. Mais implicitement, puisqu'à la racine de la catégorie de « populisme » il y a le « peuple », on constate aisément en lisant ceux qui en usent que cette catégorie porte bien souvent aussi une critique du peuple, de l'action du peuple en politique, en laissant entendre que le peuple serait par essence irrationnel, prompt aux délires xénophobes et autoritaires, alors que ce sont les classes dirigeantes elles-mêmes qui opèrent un tournant autoritaire dans toute l'Europe, et particulièrement en France, et qui n'ont pas cessé de jouer la carte de la xénophobie et du racisme depuis les années 1980 notamment.

En quoi le fascisme tel que vous le définissez est-il bien identifiable ?

Ugo Palheta. C'est un projet politique de renaissance de la nation par l'écrasement de tout clivage et de toute division, qui repose donc sur un fantasme d'homogénéité ethno-raciale et d'unité politique, très visible dans la rhétorique de Salvini, chez Orban et évidemment Le Pen (mais qui se diffuse sous des formes plus ou moins atténuées dans le champ politique, à droite et même parfois à gauche, qu'on pense aux déclarations chauvines, islamophobes et rromophobes de Manuel Valls). De ce point de vue le projet politique du Rassemblement national (ex-Front national) me semble de type fasciste. Néanmoins, dans le fascisme historique, il y a aussi la constitution de milices de masse et, pour l'heure, les partis d'extrême droite les mieux implantés en Europe ne disposent pas d'un tel appareil d'encadrement, de mobilisation et de violence, qui leur permettrait notamment de harceler physiquement en permanence leurs opposants... Mais s'ils ne cherchent pas à construire ce type d'appareil,

c'est qu'ils pressentent qu'ils perdraient en force électorale ce qu'ils gagneraient en puissance de feu sur le terrain.

Sa stratégie de respectabilité fait que les groupuscules satellites ont pris du champ, mais ils n'ont pas disparu du paysage...

Ugo Palheta. Le RN entretient des relations troubles avec ces groupuscules. Outre le fait qu'on trouve des anciens dirigeants du Bloc identitaire ou du GUD dans les hautes sphères du RN, les cadres du parti ont soutenu les opérations des identitaires par des tweets, des déclarations publiques. Louis Aliot a également apporté son soutien aux initiatives très violentes menées pour déloger les étudiants des universités occupées, en disant qu'il fallait les « virer manu militari »... Les dirigeants du RN ne veulent pas apparaître comme violents, mais cela correspond au fond parfaitement à leur projet politique, qui est intrinsèquement violent dans la mesure où la condition de la régénération nationale qu'ils visent c'est de purger la nation de tou·te·s celles et ceux qui sont considéré·e·s comme des « ennemis » ou des « traîtres ».

Pour faire accepter ce projet, l'extrême droite française, avec Marine Le Pen à la tête de ce qui constitue le « vaisseau amiral » de l'extrême droite dites-vous, a opéré une mutation « cosmétique » sur le plan idéologique...

Ugo Palheta. Il y a eu un travail idéologique, dès les années 1970, en particulier du côté de la Nouvelle Droite, pour re-légitimer le racisme en le rendant méconnaissable par un tournant culturel ou identitaire. Le racisme ne s'exprime généralement plus aujourd'hui dans les termes de l'inégalités des races mais dans ceux de l'incompatibilité (et bien souvent de la hiérarchie) des cultures. Le FN a entériné cette mutation idéologique car elle permettait de défendre une politique d'exclusion et de discrimination sans avoir à la fonder sur des bases explicitement raciales (au sens pseudo-biologique du terme).

Le langage de la race est donc marginalisé mais on sait qu'il n'est nul besoin d'utiliser le mot « race » pour que le racisme se déploie et prospère, notamment sous la forme des discriminations systémiques. On mesure d'ailleurs en disant cela le ridicule qu'il y avait à effacer le mot « race » de la Constitution en prétendant par-là faire œuvre antiraciste. Si on considère le racisme comme un système de marginalisation, de discrimination et d'infériorisation d'un groupe construit comme une menace, c'est-à-dire comme un ennemi de l'intérieur, il importe finalement assez peu que cette marginalisation, cette discrimination et cette infériorisation soient justifiées à partir de motifs biologiques, culturels ou même politiques. Autrement dit, le racisme comme système peut s'accommoder de toutes sortes d'idéologies permettant de justifier les pratiques qui façonnent ce système.

Si cette menace est si bien ancrée dans l'esprit de ces militants, c'est aussi parce qu'elle est agitée par des éléments extérieurs à ce parti, portée par l'émergence de nouvelles figures médiatiques conservatrices...

Ugo Palheta. Il y a effectivement tout un magma idéologique, pseudo-intellectuel, qui fait que les idées qui pouvaient apparaître autrefois comme spécifiques à l'extrême droite imprègnent aujourd'hui tout le champ politique et tout le champ médiatique, à des degrés évidemment inégaux. Ce n'est pas nouveau : on avait pu observer dans les années 1930 le même type de phénomènes d'imprégnation antisémite et fasciste (ou préfasciste), qui avait préparé le terrain au pétainisme notamment. Il importe donc d'analyser ce qui permet la diffusion des idées

racistes, xénophobes, autoritaires, au-delà de l'extrême droite, qui va constituer un terreau sur lequel celle-ci va pouvoir se développer ; ce qui ne doit pas empêcher de voir sa spécificité, à savoir le fait de constituer la tendance la plus brutale, et la plus brutalement raciste, du nationalisme français, celle dont le projet se confond intégralement avec une entreprise de purification ethno-raciale et politique de la nation, avec toutes les conséquences dramatiques que l'on peut imaginer si ce type de projet parvient à l'emporter.

Quel regard portez-vous sur la nouvelle structuration idéologique de l'extrême droite ? Une nouvelle génération de cadres pourrait-elle émerger ? De l'école lyonnaise de Marion Maréchal par exemple...

Ugo Palheta. C'est la partie émergée de l'iceberg. Cette initiative a surtout vocation à faire exister Marion Maréchal dans le champ médiatique. Il faudrait surtout s'interroger sur la responsabilité de ce dernier dans la promotion à partir des années 1980 d'une nouvelle « doxa », comme dirait Bourdieu, c'est-à-dire d'un ensemble d'évidences partagées par de nombreux intellectuels médiatiques et « éditocrates » : un mélange d'autoritarisme, de nationalisme, de xénophobie, d'islamophobie, où on retrouve des Eric Zemmour, Ivan Rioufol, Alain Finkielkraut, Pierre-André Taguieff, mais aussi Jacques Julliard, Christophe Barbier, ou plus récemment Laurent Bouvet.

On a ainsi vu récemment, sur les chaînes d'information en continu, une polémique montée de toutes pièces autour du racisme anti-blanc à partir d'un clip que personne n'avait vu, d'un rappeur que personne ne connaissait, sur la base de dénonciations venant de l'extrême droite identitaire. Dans les années 1980 la notion même de « racisme anti-blanc » ou de « racisme anti-Français » était clairement et largement perçue comme une ruse de l'extrême droite. Maintenant c'est devenu un quasi sens commun dans les « grands » médias. Qu'il puisse y avoir des comportements ou des discours d'hostilité vis-à-vis des blancs, c'est indéniable. Mais le racisme au sens précis du terme, ce n'est pas cela : comme je l'ai dit plus haut, le racisme désigne un système de discrimination, de stigmatisation et de marginalisation, et dans la société française il est évident que les blancs, ou pour être précis celles et eux qui sont perçus comme blancs, n'en sont pas victimes.

Au contraire, le racisme tel qu'il affecte les non-Blancs est structurel et très anciennement implanté dans la société française, notamment parce que la France est une ancienne puissance impériale. Il faut rappeler par ailleurs à quel point l'antisémitisme était effroyablement présent dans le champ politique français au début du XXe siècle. Ce que je précise néanmoins dans le livre, c'est le rôle nouveau que joue le racisme dans le champ idéologique et politique et la centralité qu'il y acquiert à nouveau à partir des années 1980, mais surtout des années 2000 : il commence à (re)jouer alors l'un des tout premiers rôles dans la construction d'une hégémonie politique et idéologique. De ce point de vue, toutes les polémiques que l'on considère parfois à gauche comme anecdotiques ou fuites (sur Médine, sur le hallal, sur les cantines scolaires, sur le burkini, etc.) sont tout à fait centrales pour la classe dirigeante dans la construction d'une hégémonie sur une base national-raciale.

C'est le choc des civilisations...

Ugo Palheta. C'est une manière de nationaliser la pseudo-théorie du choc des civilisations, et surtout de façonner une communauté imaginaire française tout à fait particulière : blanche, chrétienne et européenne, dont se trouverait par essence exclues les millions de personnes

issues de l'immigration non-européenne, les millions de musulma·ne·s, les noir·e·s, les rroms (d'ailleurs bien souvent considérés comme pas assez ou pas du tout européens).

Comment le RN a-t-il attiré à lui une partie de l'électorat populaire, qui a pourtant à perdre à suivre ce parti ?

Ugo Palheta. D'abord il faut rappeler que l'électorat du FN n'est pas un électoralat uniformément populaire, loin de là. Si on prend en compte l'abstention et la non-inscription sur les listes électorales, les petits indépendants (agriculteurs, artisans, commerçants) ont voté autant voire davantage que les ouvriers pour le FN aux dernières élections. Le FN trouve en fait des électeurs dans tous les milieux sociaux, il est vrai à des degrés inégaux, mais il s'agit donc d'un électoralat interclassiste.

Pour en revenir à l'électorat populaire, depuis les années 1980 il est clair qu'il y a eu une rupture avec la gauche : ce qu'on appelait le « peuple de gauche » s'est senti trahi par ce qu'a fait la gauche au pouvoir, à savoir des politiques de plus en plus indiscernables de celles de la droite. Comme dans le même temps le mouvement syndical a été très affaibli et désorienté par l'offensive néolibérale, que certaines organisations – notamment la CFDT – ont abandonné la logique même du conflit de classe, la conscience de classe s'est profondément effritée.

En conséquence, pour un certain nombre d'anciens électeurs de la gauche mais surtout pour des jeunes appartenant aux classes populaires et devenu·e·s électeurs·rices dans les années 1980, 1990, 2000 ou 2010, le clivage de classe qui structurait très fortement le champ politique jusqu'au début des années 1980 a été progressivement concurrencé voire remplacé par un clivage de type national/racial entre les prétendus « vrais » Français (européens, blancs, chrétiens) en opposition aux « autres » : immigrés et descendants d'immigrés non-européens (symbolisés notamment par la figure diabolisée du ou de la musulman·e).

C'est un processus qui n'est pas achevé. Toutes les conditions sont-elles en place pour que le fascisme puisse émerger ?

Ugo Palheta. On ne peut pas dire que le clivage national/racial a complètement supplanté le clivage de classe ni que le racisme triomphe sans résistance. D'abord les deux clivages coexistent dans le champ politique français, notamment parce qu'il y a eu un cycle de relance des luttes sociales en France notamment à partir du mouvement de l'hiver 1995, donc une résistance de classe, à un niveau beaucoup plus élevé qu'en Angleterre ou en Allemagne par exemple. Mais c'est aussi qu'émerge depuis le milieu des années 2000 une forte résistance de la part de celles et ceux qui subissent le racisme structurel, sous des formes variées : révoltes dans les quartiers populaires, mobilisations contre les crimes policiers, luttes contre l'islamophobie, etc.

Vous estimez qu'il faut faire l'analyse des transformations des rapports de classes. Est-ce que le fascisme s'explique par le capitalisme, par ses failles, ses réussites ou ses échecs ?

Ugo Palheta. Comme disait le théoricien marxiste Max Horkeimer : « celui qui ne veut pas parler du capitalisme devrait se taire à propos du fascisme. » C'est juste et en même temps incomplet, notamment parce que le capitalisme ne produit pas partout et toujours le fascisme, même dans des situations de crise profonde. Le fascisme peut vaincre, non simplement dans un contexte de crise économique mais quand s'effondre la confiance dans les institutions et

les partis politiques dominants, quand se généralise une situation de crise idéologique, en somme quand apparaît ce que Gramsci appelait une crise d'hégémonie, c'est-à-dire une crise de la capacité des classes dominantes à obtenir le consentement actif des populations aux politiques menées et à l'ordre établi. C'est dans ce type de situation que certains secteurs de la classe dominante peuvent être tentés par la « solution » fasciste, si du moins une force d'extrême droite a pu émerger et conquérir une audience de masse. Le capitalisme porte donc en germe le fascisme pour beaucoup de raisons, mais il n'est pas fatal que sa crise débouche sur le fascisme : cela dépend au fond des luttes politiques et sociales.

Vous ne dédouanez pas la gauche, notamment sociale-démocrate. Quel rôle ses renoncements ont-ils joué ?

Ugo Palheta. Le PS a joué un rôle au moins aussi central que la droite dans la montée d'un danger fasciste en France. Il a donné en particulier le sentiment à la population qu'il n'y avait pas d'alternative, non seulement aux politiques néolibérales, mais aussi aux politiques anti-migratoires, sécuritaires, islamophobes, etc. Le discours « ni droite ni gauche » ou « la droite et la gauche c'est pareil » n'a de chances de séduire que si la gauche fait une politique de droite, ce qui n'a jamais été autant le cas qu'entre 2012 et 2017. Hollande, Valls et Macron, qui ont gouverné durant cette période, portent donc la responsabilité première dans la progression de l'extrême droite au cours de la dernière période.

Valls lors de son départ de l'Assemblée a été salué par le Premier ministre, c'est un symptôme de l'émergence de ce parti unique de l'extrême centre dont vous parlez ?

Ugo Palheta. C'est l'avènement de Macron qui en est le principal symptôme. Ce qui stabilisait la vie politique française depuis 30 ans, c'était l'alternance à peu près tranquille entre une droite décomplexée et le PS, converti de fait au capitalisme néolibéral. Cette alternance a été rendue impraticable parce que le PS a sombré et que la droite est en crise, notamment du fait des scandales qui ont touché ses principaux dirigeants (Sarkozy, Fillon, etc.). La situation était donc favorable à l'émergence d'une figure nouvelle, aussi médiocre soit-elle, mais il faut bien dire qu'il était sans doute plus confortable de donner tous les 5 ans l'illusion d'un changement de politique, alors que la même politique néolibérale, sécuritaire et xénophobe était pratiquée...

L'émergence d'un parti unique de la contre-réforme néolibérale amène à concentrer le feu critique sur ce qui apparaît comme une cible logique, évidente. Le problème qui va se poser à mesure que Macron sera de plus en plus impopulaire, c'est celui de l'alternative à Macron du point de vue des classes dominantes. À l'heure actuelle on ne voit pas émerger une telle alternative, ce qui est un élément qui favorise la montée du danger fasciste. Or la classe dominante n'a pas simplement besoin de la propriété privée des moyens de production ou du contrôle des appareils répressifs d'État ; elle a besoin de produire de l'hégémonie, donc de forces politiques capables d'apparaître légitimes aux yeux de la population.

Les classes dominantes se heurtent à un problème d'hégémonie ?

Ugo Palheta. Ce qui permet de bâtir une hégémonie solide et durable du point de vue capitaliste c'est de faire des concessions matérielles à des segments assez larges de la population pour qu'ils adhèrent à l'ordre existant, ou du moins qu'ils puissent se dire que leur situation, ou celle de leurs enfants, sera meilleure que la leur. Or les classes dominantes ne font quasiment plus aucune concession. D'une certaine manière la crise du capitalisme est

sans doute trop profonde pour que les actionnaires soient servis comme ils l'exigent et dans le même temps que soient faites des concessions substantielles à la majorité des salariés. On va jusqu'à prendre dans les poches des retraités, on s'attaque aux droits des chômeurs, les salaires réels des ouvriers et des employés baissent, etc. Donc oui il y a un déficit d'hégémonie du point de vue des classes dominantes.

Qu'est-ce qui peut sortir d'une telle situation ?

Ugo Palheta. Face à cette crise d'hégémonie, je ne vois guère pour faire vite que trois possibilités. Soit une stabilisation politique du système qui passerait par une nouvelle alliance de classe, donc des concessions aux salariés, mais aucun gouvernement ne fait ça depuis au moins 15 ans donc cela me paraît très improbable. Soit la voie fasciste ou fascisante par la construction d'un « bloc blanc » qui unifie des couches sociales différentes, non pas sur la base de leurs intérêts matériels immédiats, mais sur des bases nationalistes, xénophobes et racistes, donc contre des groupes constitués comme ennemis de l'intérieur. Soit l'émergence de ce que j'appelle un « bloc subalterne », qui unifie les classes populaires au sens large, au moins 70% des actifs (les ouvriers, les employés et celles et ceux qu'on classe comme « professions intermédiaires »), qui gagnent pour faire vite moins de 2000 euros par mois, qui représentent donc une grande majorité de la population française et qui partagent des intérêts matériels fondamentaux. Aujourd'hui ils sont très divisés, à la fois sur le plan politique, idéologique mais aussi matériellement, entre ceux qui sont stables et ceux qui sont précaires, entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en sont privés, entre ceux qui subissent des discriminations racistes ou sexistes et ceux qui sont épargnés voire en bénéficient...

Ce que vous prônez c'est la reconstitution d'un clivage de classe ?

Ugo Palheta. Oui mais en précisant qu'un tel bloc subalterne ne pourra se construire en mettant sous le tapis les clivages internes aux classes populaires. L'unité de classe est un combat politique. Il faut et il faudra donc des luttes permettant d'unifier les classes populaires, et pas seulement sur des causes liées au travail mais aussi contre le racisme (discriminations, violences policières, islamophobie, etc.), aussi contre l'impérialisme (les guerres menées par la France en Afrique et au Moyen Orient, les armes vendues à des dictatures, etc.), aussi contre le sexism (discriminations, violences faites aux femmes, etc.). Il faut et il faudra proposer en outre un projet qui combine effectivement une politique de classe, visant une rupture avec le néolibéralisme et plus profondément l'expropriation de la bourgeoisie, et une politique qui s'attaque sérieusement et activement au racisme structurel et à l'oppression des femmes.